



HAL
open science

Devenir experte en genre. Trajectoires et stratégies au Tadjikistan

Lucia Direnberger

► **To cite this version:**

Lucia Direnberger. Devenir experte en genre. Trajectoires et stratégies au Tadjikistan. La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'action et savoirs., 2018. <hal-01934124>

HAL Id: hal-01934124

<https://hal.science/hal-01934124v1>

Submitted on 25 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Devenir experte en genre. Trajectoires et stratégies au Tadjikistan

Lucia Direnberger

Dans le contexte post-soviétique, les organisations internationales, les agences nationales d'aide au développement et les organisations philanthropiques jouent un rôle majeur dans la construction de la « société civile », dans la mise en place d'une économie capitaliste et dans le renforcement des structures étatiques en Asie centrale¹. Le Tadjikistan est un terrain centrasiatique privilégié d'intervention de ces organisations dans un contexte de guerre civile (1992-1996)², ensuite de processus de paix. En tant que pays frontalier de l'Afghanistan, le Tadjikistan est aussi un espace stratégique pour ces organisations dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » et de la « lutte contre la radicalisation ». Si ces organisations n'ont pas les mêmes sources de financement, qu'elles ne développent pas les mêmes agendas politiques ni les mêmes pratiques d'intervention au Tadjikistan, elles se donnent pour objectif commun de transformer les relations entre les hommes et les femmes ou de réduire les inégalités de sexe et d'améliorer le statut des femmes. Les outils d'interventions sont variés : productions et diffusion de savoirs sur les femmes ou sur les inégalités entre les hommes et les femmes, diffusion de savoirs sur le genre et sur les femmes, traductions de normes internationales, élaboration et mise en œuvre de programmes qui ciblent spécifiquement les femmes et ou le genre, financement d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'événements.

Les expertes ont un rôle particulier dans la production de savoirs sur le genre ou les femmes et dans l'élaboration, la diffusion, le transfert et/ou l'appropriation des normes internationales³. Les expertes en genre œuvrent pour une « stratégie féministe » au sein des organisations internationales⁴, via des stratégies et des mobilisations documentées par des recherches qui mettent souvent en lumière leurs limites⁵ ainsi que l'échec à produire les transformations escomptées⁶.

L'expertise sur le genre s'est notamment développée depuis une vingtaine d'années dans le cadre du *gender mainstreaming*, principe d'action publique inscrit dans le Programme d'action de la conférence de Pékin (1995) et adopté par l'Union Européenne ainsi que par les membres des Nations unies qui s'engagent à le mettre en pratique se donnant pour objectif

¹ Laëtitia Atlani-Duault, Catherine Poujol, « L'aide internationale en question. Enjeux d'une résistance coloniale, soviétique et post-soviétique en Asie centrale », *Revue Tiers Monde*, n° 193, 2008, p. 37-53.

² Stéphane Dudoignon, Guissou Jahangiri, « Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une 'nation imparfaite' », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 18, 1994, p. 5-12.

³ Ioana Cîrstocea, « Après la chute du mur de Berlin : voies et formats du féminisme transnational », in Françoise Picq, Martine Storti (dir.), *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques. Congrès international féministe*, Paris, Editions ixe, 2012, p. 160-169 ; Elisabeth Prügl, « Gender expertise as feminist strategy », in Gülay Caglar, Elisabeth Prügl, Susanne Zwingel, *Feminist Strategies in International Governance*, New York, Routledge, 2013, p. 57-73.

⁴ Elisabeth Prügl, « Gender expertise as feminist strategy », *art.cit.*

⁵ Marie Campbell, Katherine Teghtsoonian, « Aid Effectiveness and Women's Empowerment: practices of Governance in the Funding of International Development », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol.36, n° 1, 2010, p. 177-201.

⁶ Andrea Cornwall, Elisabeth Harrison, Ann Whitehead, « Introduction: Feminisms in Development: Contradictions, Contestations and Challenges », in *Id.* (dir.), *Feminisms in Development: Contradictions, Contestations and Challenges*, Londres, Zed Books, 2007, p. 1-20.

d'atteindre l'égalité de genre. Pour ce faire, il s'agit entre autres de développer les expertises sur le genre dans les sphères de décision, d'élaborer et de réaliser des projets et programmes des institutions. Depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, les expertes en genre participent à l'élaboration et à la mise en œuvre du *gender mainstreaming* et elles ont contribué à élargir les champs d'action de l'expertise sur le genre au sein des organisations internationales⁷. Des recherches ont mis en avant l'absence d'objectifs et de directives précises dans le *gender mainstreaming*, ce qui en fait un outil efficace pour les organisations internationales qui l'exploitent pour « moderniser » les politiques publiques tout en évitant de déterminer un agenda politique clair⁸. Le concept tout comme les pratiques du *gender mainstreaming* sont critiqués par les féministes⁹. Susan Hawthorne par exemple soutient que le *gender mainstreaming* contribue à occulter certaines recherches féministes mais aussi des pratiques et des combats féministes, en particulier les luttes lesbiennes. Pour elle, l'utilisation des discours et des concepts féministes par les institutions s'accompagne d'une dépolitisation des enjeux féministes¹⁰. Etudiant les conséquences du *gender mainstreaming* dans un contexte spécifique, celui de programmes mis en œuvre à Mumbai, Vandana Desai montre que le *gender mainstreaming* a pour conséquence la création de nouvelles hiérarchies de genre et l'homogénéisation des expériences des femmes dans l'élaboration des programmes, au détriment de l'analyse d'autres rapports sociaux tels que la classe, l'ethnicité, le lieu de résidence, etc.¹¹

Dans la lignée des travaux consacrés à l'analyse de la production de rapports de pouvoir via la fabrique du genre par les organisations internationales, je m'intéresse ici aux trajectoires des expertes en genre tadjikistanaises. En tant que femmes majoritairement catégorisées comme musulmanes, elles sont assignées à une position de « minoritaires »¹² dans de nombreux contextes, dont celui des organisations internationales qui se donnent pour objectif de réduire les inégalités femmes-hommes¹³. Si mon objectif est de révéler les rapports de pouvoir auxquels sont confrontées ces expertes dans leurs pratiques en collaboration avec les organisations internationales, il m'importe également de mettre au jour, dans ce chapitre, les stratégies qu'elles déploient afin de produire une double légitimation, celle de leur statut d'experte et celle du genre comme domaine d'intervention. Il s'agit donc de saisir leurs trajectoires socioprofessionnelles en analysant les rapports de pouvoir sociaux et politiques autour de la

⁷ Pour un état de l'art, cf. Jacqui True, Laura Parisi, « Gender mainstreaming strategies in international governance », dans Gülay Caglar, Elisabeth Prügl, Susanne Zwingel, *Feminist Strategies in International Governance*, *op.cit.*, p. 37-56.

⁸ Mary Daly, « Gender Mainstreaming in Theory and Practice. », *Social Politics: International Studies in Gender, State, and Society*, vol. 12, n° 3, 2005, p. 433-450 (ici p. 440).

⁹ *Ibid.* ; Sylvia Walby, « Gender Mainstreaming : Productive Tensions in Theory and Practice », *Social Politics: International Studies in Gender, State and Society*, vol. 12, n° 3, 2005, p. 321-343.

¹⁰ Susan Hawthorne, « The Political Uses of Obscurantism: Gendermainstreaming and Intersectionality », *Development Bulletin*, n° 64, 2004, p. 87-91.

¹¹ Vandana Desai, « NGOs, gender mainstreaming and urban poor communities in Mumbai », *Gender and Development*, vol. 13, n° 2, 2005, p. 90-98.

¹² Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris, Gallimard, 2002 [1^{er}ed. 1972].

¹³ Sur la production de la catégorie « femme musulmane », voir Lucia Drenberger « 'En tant que femme musulmane' : Minorisation et subjectivité politique au Tadjikistan post-soviétique », in Marta Roca i Escoda, Farinaz Fassa, Eléonore Lépinard, *L'intersectionnalité : enjeux théoriques et politiques*, Paris, La Dispute, 2016, p. 249-278.

production de savoirs et de pratiques sur le genre dans un espace national traversé par les processus de globalisation.

Dans le cadre de ce travail, je définis les expertes en genre à partir de trois critères non exclusifs : se présenter professionnellement comme expertes en genre, être désignée par des salariées d'organisations internationales comme experte en genre, être inscrites sur des listes de diffusion de la Gender Team Group (GTG) d'ONU Femmes, qui se donne pour objectif de diffuser les informations auprès des expertes en genre œuvrant au Tadjikistan. Si elles se définissent et sont désignées comme « *gender experts* » (un terme utilisé dans les conversations conduites en russe et en tadjik), elles interviennent à la fois dans des activités qui visent spécifiquement le genre¹⁴.

Les expertes en genre tadjikistanaises se distinguent de trois groupes d'actrices et d'acteurs qui interviennent également dans les programmes genre au Tadjikistan. Un premier groupe est constitué des femmes tadjikistanaises actives dans les ONG locales de femmes¹⁵ en tant que psychologues, juristes, travailleuses sociales, ou comptables, qui sont formées par les expertes en genre dans le cadre de séminaires et n'ont pas accès aux espaces d'élaboration des décisions politiques. Un deuxième groupe est constitué par des salariées d'organisations internationales non tadjikistanaises qui sont recrutées pour des missions courtes (formations, rédaction de rapports, soutien à l'élaboration de projets) ou pour des missions plus longues (postes entre un et quatre ans destinés à développer spécifiquement les programmes genre d'une organisation internationale). Certaines d'entre elles s'identifient et sont identifiées en tant qu'expertes en genre. Un troisième groupe est composé des salariées tadjikistanaises de l'Etat qui mettent en place des politiques spécifiques sur le genre. Au niveau national, le Comité des Femmes et de la famille est principalement en charge de ces questions. Les ministères, notamment de la Santé, de l'Education, et de la Défense emploient également des personnes chargées de développer ces questions en leur sein et de faire le lien avec le Comité des femmes et de la famille.

Les expertes en genre tadjikistanaises interagissent avec ces trois groupes d'actrices et d'acteurs qui élaborent et mettent en place des politiques spécifiques sur le genre.

Pour analyser les trajectoires des expertes en genre tadjikistanaises, je mobilise des analyses de récits de vie, d'entretiens et d'observations participantes, ainsi que de recueils de littérature grise (essentiellement des rapports et des matériels de sensibilisation) en provenance des organisations internationales et des ONG. Je mène des recherches au Tadjikistan depuis 2010 et j'ai effectué de nombreuses enquêtes, notamment au sein des associations de femmes engagées dans la prévention de la violence domestique. Si mes enquêtes étaient davantage tournées vers les salariées des ONG, j'avais pu rencontrer quelques expertes en genre.

¹⁴ Si certaines expertes en genre produisent des savoirs, élaborent et mettent en œuvre des programmes spécifiquement sur les femmes, elles mettent en avant leur statut de « *gender expert* ». Pour des raisons de commodités d'usage et de mises en avant par les actrices du « genre » elles-mêmes, je ne spécifierai pas ultérieurement s'il s'agit de savoir sur les femmes ou sur le genre pour ne conserver que le terme « genre ».

¹⁵ Elles sont présentes dans la plupart des moyennes et petites villes du Tadjikistan et majoritairement financées par les organisations internationales.

L'argumentaire présenté ici s'appuie surtout sur deux séjours de recherche réalisés en 2015 durant lesquels j'ai conduit une vingtaine d'entretiens et réalisé une dizaine de récits de vie avec des expertes en genre, auxquels s'ajoutent une quinzaine d'observations participantes, principalement dans la capitale, à Douchanbe, et aussi dans deux autres villes du Tadjikistan. Les entretiens ont été menés principalement en tadjik, quelques-uns en anglais avec des Tadjikistanaises russophones et un à l'aide d'une traduction russe - français pour un entretien avec une Tadjikistanaise russophone non anglophone¹⁶. Pour différentes raisons liées aux situations spécifiques des enquêtées, l'anonymisation des entretiens a supposé de modifier la date et le lieu des entretiens. J'ai également parfois modifié l'intitulé précis de la fonction occupée par l'enquêtée et certains éléments biographiques afin de conserver les caractéristiques sociales principales de mes interlocutrices tout en préservant leur anonymat.

L'analyse des rapports de pouvoir sociaux et politiques qui structurent les trajectoires et les pratiques des expertes en genre sera déployée en quatre parties. La première décrit les parcours professionnels de celles qui deviennent des expertes en genre au cours des années 1990 et 2000. Une deuxième partie rend compte des positions subjectives des expertes en genre et aborde leurs motivations à devenir experte en genre. Elle révèle aussi les tensions autour de l'enjeu du genre au sein des organisations internationales. Une troisième partie traite des obstacles à l'expertise sur le genre dans et en dehors des organisations internationales et se penche aussi sur les stratégies déployées par les expertes en genre. Enfin, une quatrième partie analyse les inégalités, sur le marché de l'expertise sur le genre, entre expertes nationales et expertes internationales. Cette partie traite aussi de la difficulté croissante des expertes en genre à exercer leurs activités dans un contexte de baisse des financements pour les programmes genre et de durcissement du régime autoritaire.

I. Trajectoires des expertes en genre

Trois trajectoires principales d'expertes en genre tadjikistanaises peuvent être identifiées sur le terrain. Une première trajectoire est incarnée par des femmes qui mobilisent leurs expériences, leurs réseaux et leurs compétences acquis à l'époque soviétique. Ces expériences sont de différents types et certaines les ont cumulées : directrices de structures étatiques dédiées aux femmes et à la famille ; députées ayant mis en œuvre des politiques à destination des femmes ; chercheuses à l'Académie des sciences ou universitaires produisant des travaux scientifiques sur les femmes. Après la chute de l'URSS, elles ont fondé les premières ONG de défense des droits des femmes, après avoir été, pour certaines d'entre elles, écartées des postes clés des structures étatiques, en raison de leur orientation politique. Gouljahon Bobosodiqova, est auteure d'un ouvrage scientifique intitulé *Notre Gloire*, qui traite notamment de la participation des femmes tadjikistanaises à la lutte contre les pratiques religieuses et pour la scolarisation des femmes¹⁷. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilités sur les programmes de promotion des droits des femmes dans les structures soviétiques. Après la chute de l'URSS, elle a fait partie d'un groupe d'anciens dirigeants.

¹⁶ Je remercie Juliette Cleuziou, docteure en anthropologie, LESC, Paris 10 Nanterre, pour sa présence constructive et sa traduction instantanée lors de cet entretien.

¹⁷ Gouljahon Bobosodiqova, *Iftikhori mo [Notre gloire]*, Douchanbe, Irfon, 1966.

issu.e.s de la région de Khoudjand qui ont manifesté leur opposition au président Nabiev, élu en septembre 1991, et leur soutien à d'autres personnalités politiques de l'élite khoudjandi, par exemple Rashid Alimov. Par la suite la guerre civile a accentué les logiques d'écartement du pouvoir, les groupes qui sortent renforcés du conflit étant issus des troupes soviétiques de la région de Koulob¹⁸. Dans ce contexte, les femmes identifiées comme Khoudjandi ont été éloignées au profit des femmes de la région de Koulob et proches du président Emomali Rahmon, au pouvoir depuis 1993. Des femmes engagées du côté de l'opposition démocratique pendant la guerre civile ne participent pas non plus aux structures étatiques et elles ont investi les ONG ou les organisations internationales.

Les salaires attribués par l'Etat diminuent drastiquement après 1991. Dans le contexte de la guerre civile, ils sont très souvent versés de manière irrégulière et sont parfois suspendus pendant plusieurs mois sans rattrapage. Après la guerre civile, les salaires versés aux fonctionnaires en charge des programmes sur les femmes restent particulièrement bas. Les femmes qui quittent les institutions étatiques espèrent alors des salaires plus élevés et réguliers grâce aux organisations internationales. Enfin, certaines souhaitent poursuivre au sein des ONG les activités pour lesquelles elles ont été formées pendant l'époque soviétique :

« Après la chute de l'URSS, j'ai travaillé *dans une banque*¹⁹. Mais comme je travaillais avant dans le secteur social [en particulier dans les activités liées au soutien de la scolarisation des filles], je ne supportais pas ce poste. J'étais assise du matin au soir au même endroit. *Firuz*a est venue vers moi un jour et elle m'a dit qu'elle voulait ouvrir un compte pour une association [une des premières associations qui met en place des programmes à destination des femmes dans la région du Khatlon]. *Firuz*a et moi travaillions ensemble au komsomol [organisation de la jeunesse du parti communiste]. C'était en 1997. Ah non, c'était bien avant 1993... 1994. Je les ai aidées à ouvrir un compte pour l'association. Elle me connaissait bien et elle m'a dit : 'mais pourquoi tu travailles ici ?'. J'ai répondu : 'mais où veux-tu que j'aille ?'. Elle m'a dit : 'en ce moment, on crée des ONG. Le travail qu'on faisait dans le komsomol, eh bien, c'est le même travail qu'on fait maintenant dans les ONG'. [...] Je suis devenue volontaire pour cette ONG. (...) Puis en 1997, j'ai ouvert la mienne²⁰. »

Ces pionnières qui investissent les ONG deviennent des expertes en genre et sont des interlocutrices privilégiées des organisations internationales à une époque où ces dernières n'investissent pas encore dans la formation sur « le genre » à destination des Tadjikistanaises. Elles assistent à des conférences internationales comme la quatrième conférence mondiale sur les femmes de Pékin en 1995 et elles sont ainsi les premières à diffuser des normes et des programmes internationaux sur les droits des femmes au Tadjikistan.

¹⁸ Stéphane Dudoignon, Guissou Jahangiri, « Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une 'nation imparfaite' », *art. cit.*

¹⁹ Les italiques sont des marques d'anonymisation.

²⁰ Experte en genre tadjikistanaise, directrice d'ONG, années 2010.

Une deuxième trajectoire correspond à des enseignantes-chercheuses et chercheuses qui se forment sur le genre dès 1997 à Douchanbe par des séminaires et des conférences dispensées par des organisations internationales, notamment par l'Open Society Institute (OSI). Une première conférence sur le genre est organisée à l'Université nationale du Tadjikistan par l'OSI en 1997, suivie de plusieurs séminaires de formation, à l'initiative de Zuhra Halimova. Professeure dans le département des études orientales de cette même université avant la chute de l'URSS, elle quitte le Tadjikistan pour un pays anglophone pendant la guerre civile. Elle y devient enseignante de russe à l'université et apprend l'anglais, avant de revenir au Tadjikistan en 1996, et de postuler à l'OSI.

« Quand j'ai commencé [à travailler pour l'OSI], le but c'était de trouver un job pour survivre. Et après, il a fallu qu'on trouve ce qui pouvait être fait dans ces circonstances. Parce que c'était en 1996... Les accords de paix n'avaient même pas pris effet. C'était vraiment dur. Ce n'était pas sécurisé. Et on a parlé avec tellement de personnes de l'intelligentsia, des gens autour de Douchanbe. Je me souviens aussi d'une professeure extraordinaire de l'université de New York. On était assis ensemble. Elle nous a posé une question : 'Qu'est ce qui doit être fait au Tadjikistan ?' et tout le groupe a répondu : 'on doit soutenir l'éducation, une éducation pour nos enfants, ils ont besoin d'éducation, ils l'ont perdue'. C'est comme ça que les premiers programmes sur l'éducation ont commencé. Et après les droits des femmes. »²¹

Les premiers séminaires de formation ont donc lieu en 1997 à l'Université d'Etat. Zouhra Halimova y invite les chercheuses qu'elle fréquentait dans le réseau universitaire au Tadjikistan et qu'elle décrit comme actives dans la société. A cette même époque, un centre de ressources sur le genre, constitué par l'OSI, est ouvert à l'Université d'Etat. D'autres organisations internationales telles que l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération Européenne (OSCE) et UNIFEM, agence onusienne dédiée à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes – devenue ONU Femmes en 2010 -, organisent également des séminaires et des ateliers de formation sur le genre en faisant appel à des intervenantes venant d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Encouragée par les organisations internationales, la très grande majorité de ces femmes crée des ONG qui intègrent une dimension genre dans leurs objectifs. Certaines continuent d'enseigner et/ou de mener des recherches au sein de leur université, d'autres cessent leurs enseignements et recherches dans le cadre des universités ou de l'Académie des Sciences pour se consacrer entièrement aux activités au sein des ONG. Très rapidement, elles sont sollicitées par les organisations internationales pour produire des rapports. La rédaction de ces documents qui traitent explicitement du genre leur assure une reconnaissance dans le milieu des organisations internationales comme experte en genre. Si elles peuvent être à nouveau sollicitées pour d'autres recherches et d'autres rapports, elles ne sont pas salariées des organisations internationales, mais elles sont recrutées par ces dernières pour des missions courtes en tant qu'experte extérieure. Elles sont également sollicitées par les organisations

²¹ Entretien avec Zouhra Halimova, Douchanbe, 2015.

internationales pour représenter la « société civile » lors des négociations avec l'Etat et sont invitées à participer à des événements internationaux sur le genre.

Enfin un troisième groupe connaît une autre trajectoire. Il s'agit de femmes qui deviennent « expertes en genre » en occupant au préalable des fonctions au sein d'organisations internationales. Depuis un tel poste, elles prennent connaissance des différents acteurs internationaux présents au Tadjikistan et développent de bonnes connaissances sur leur fonctionnement. Certaines y sont entrées comme secrétaires ou réceptionnistes tout en étant surqualifiées pour ces postes (docteure en sociologie, ingénieure, etc.). Elles profitent de ce premier contact avec des anglophones pour apprendre l'anglais, ce qui leur permettra par la suite de candidater à des postes plus importants. D'autres travaillent dans des programmes sur les réfugiés, sur la santé, sur les élections, ou autres. Elles sont très souvent d'abord recrutées pour des postes en dehors de Douchanbe, dans des régions (Koulob, Khoudjand, Qorghan-Teppa), dont la plupart sont originaires. Ces postes sont considérés comme difficiles en raison des conditions matérielles (coupures d'électricités très fréquentes, logements rudimentaires, accès internet réduit, manque de sécurité, accès difficile aux soins hospitaliers de qualité, etc.) et d'une représentation de la « campagne » comme espace de résistance aux changements et aux programmes internationaux. En raison de leurs bonnes connaissances du « terrain » et de leur vécu dans ces régions, les Tadjikistanaises sont presque systématiquement recrutées sur ces postes. Elles ont connaissance des annonces qui circulent dans les départements genre ou les organisations internationales spécifiquement dédiées au genre comme ONU Femmes et elles mettent en avant leur connaissance simultanée du « terrain » et des organisations internationales.

II. Pourquoi devenir « experte en genre » ?

Comme évoqué précédemment, dans une situation économique très difficile, de nombreuses femmes soulignent l'importance de l'aspect financier. Le Tadjikistan est un des pays les plus pauvres d'Asie centrale et de l'ex-URSS et les femmes sont particulièrement affectées par cette situation. D'un côté, la pénurie d'électricité, les difficultés d'accès à l'eau, aux services de santé et à l'éducation, mais aussi les migrations masculines ont pour conséquence une charge supplémentaire de travail non rémunéré pour les femmes. De l'autre, le marché du travail étant structuré par de fortes inégalités sexuées tant dans l'économie formelle que dans l'économie informelle, l'accès à un salaire, même de durée déterminée, représente un apport considérable pour leur famille.

De nombreuses expertes en genre décrivent leur motivation et témoignent de leur engagement à dénoncer les inégalités entre les femmes et les hommes au Tadjikistan lorsqu'elles mènent des enquêtes financées par les organisations internationales sur le genre.

« Je suis retournée au Tadjikistan avec ma famille de Moscou où nous étions réfugiés et où nous étions membres du groupe d'opposition qui soutenait le processus de paix. Pendant mon séjour à Moscou j'ai découvert le concept d'ONG qui était nouveau pour le peuple soviétique. [...] Quand nous sommes rentrés en 1997, j'ai enregistré l'organisation dans laquelle j'étais active au Ministère de la Justice et nous avons

soutenu le processus de paix en tant que Centre de recherche *Open Asia*. Notre premier projet était une étude pilote sur les zones touchées par la guerre, intitulée ‘les étapes de la paix’. En tant que sociologue et scientifique dans le département de l’Académie des sciences, où j’ai à nouveau travaillé après mon retour de Moscou, j’ai reçu une proposition de L.M, du PNUD, pour écrire une étude sur les violences faites aux femmes au Tadjikistan. C’était en automne 1997. Je ne sais pas exactement ce que j’attendais de cette étude. [...] Bien sûr, c’était le projet dont tous les sociologues rêvent. Je voulais attirer l’attention de la communauté internationale sur mes sœurs, dans mon pays et ma région. J’espérais que, d’une façon ou d’une autre, nous pourrions arrêter les violences faites aux femmes ou au moins les réduire. J’espérais que les femmes ordinaires commencent à s’organiser et à briser le silence, à se battre avec le système politique et les conservateurs qui maintiennent la subordination des femmes et entretiennent le phénomène de violence contre les femmes²². »

Si certaines expertes en genre saisissent l’occasion proposée par le personnel non tadjikistanais des organisations internationales pour produire des savoirs sur les femmes et/ou le genre (comme c’est le cas pour cette première enquête de l’OMS), d’autres contextes montrent le rôle des Tadjikistanaises dans l’émergence d’une expertise sur le genre et la nécessité de mettre en place des programmes internationaux pour lutter contre les inégalités entre les hommes et les femmes. Ainsi, Zouhra Halimova explique que la mise à l’agenda des droits des femmes dans les programmes de l’OSI est liée aux revendications portées par des femmes de traiter des conséquences de la guerre civile dans l’espace public pendant et après la guerre civile. Elle explique qu’elle avait connaissance des groupes de femmes mobilisées pour exiger des cessez-le-feu à la radio et à la télévision et rapporte également que des femmes s’étaient également postées devant des chars pour les empêcher d’avancer à Douchanbe. Selon Zouhra Halimova, les femmes ont eu un rôle très important pendant la guerre civile, notamment dans le commerce et l’approvisionnement en nourriture. De nombreux hommes ayant rejoint les forces armées, elles ont investi les marchés et le commerce qui étaient jusque-là largement contrôlés par eux :

« A partir du moment où elles ont eu accès à une part du commerce, elles sont devenues plus indépendantes. Elles ont commencé à poser la question de la prise de décision. Et donc cela a amené un débat sur les droits. Les femmes ont soulevé la question des droits parce qu’elles étaient financièrement indépendantes. [...] A partir du moment où une femme a une indépendance financière, elle peut même divorcer et quand même survivre. Et donc elle deviendra très à propos de ses droits. Elle insistera, elle se battra, elle fera quelque chose. [...] Et c’est ce phénomène qui a eu lieu. C’est comme ça qu’est apparue la question des droits : l’accès au financement, l’accès à l’héritage. [...] D’un côté, la guerre les [les femmes] a rendues plus vulnérables, mais de l’autre, elles sont devenues plus visibles. »²³

²²Entretien avec Muborak Sharipova, mai 2014.

²³Entretien avec Zouhra Halimova, novembre 2015, Douchanbe.

Cette position, qui affirme le rôle des mouvements des femmes dans la prise en compte du genre dans les programmes internationaux, s'oppose à une autre interprétation, soutenue par des expertes en genre internationales. Ces dernières expliquent, en effet, la prise en compte du genre dans les organisations internationales par l'application d'orientations générales engagées par les cercles de décisions les plus élevés des organisations internationales ou alors par les retombées des événements internationaux qui ont lieu en dehors du Tadjikistan. Si cette position occulte un lien entre expertise sur le genre et mouvements des femmes, il n'en demeure pas moins que des expertes en genre inscrivent leurs activités dans la continuité des revendications portées par les femmes pendant et après la guerre civile.

Comme de nombreuses femmes²⁴, les expertes en genre n'échappent pas aux violences faites aux femmes. L'accès à un emploi, même de durée définie et de court terme, représente la possibilité de quitter le foyer dans lequel certaines d'entre elles subissent des violences au quotidien. En effet, plusieurs expertes rencontrées témoignent de l'importance de la mobilité que permet leur emploi au sein des organisations internationales afin de s'extraire d'une situation de violence. L'éloignement du foyer où se produit la violence devient un argument supplémentaire pour rejoindre les organisations internationales. C'est le cas pour cette experte nationale, victime de violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques de la part de son conjoint :

« Mon idée était de partir *dans un pays en guerre*²⁵ et de construire ma carrière et de ne plus jamais revenir dans cette famille [sa belle-famille]. C'était ma décision mais je ne savais pas que j'étais enceinte. [...] J'ai dit à mon mari que je partais pour *ce pays en guerre*. Bien sûr c'était tout une histoire : 'Non. J'ai décidé que tu n'irais pas. Et mes parents aussi ont décidé que tu n'irais pas'. Et j'ai répondu que non : 'J'ai pris très peu de décisions dans ma vie mais quand j'en prends une, je m'y tiens'. [...] Et mon salaire *dans un pays en guerre* était le triple, voire plus, que ce que je gagnais au Tadjikistan. C'est ça qui a intéressé mon mari. [...] Mon contrat était seulement de six mois. Je me suis rendu compte que j'étais enceinte [avant de partir]. [...] Ca a été encore une grosse bataille [avec mon mari] mais j'ai dit 'Non, j'y vais. J'ai signé mon contrat'. Mais la raison la plus importante pour moi de partir, ce n'était pas l'argent, c'était de partir de cette situation et d'être loin de mon mari. Quand j'ai su que j'étais enceinte, je ne voulais pas que mon enfant supporte tout ça. [...] Même si *le pays en guerre* n'était pas sûr, je voulais quand même y aller. J'étais beaucoup plus en sécurité là-bas²⁶. »

²⁴ D'après les recherches menées par Mubarak Sharipova, 50% des femmes disent avoir été victime d'au moins une des trois formes de violence (sexuelle, physique, psychologique). cf. Mubarak Sharipova, Katalin Fabian, « From Soviet Liberation to Post-Soviet Segregation Women and Violence in Tajikistan », in Katalin Fabian (dir.), *Domestic Violence in Postcommunist States*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 2010, p.132-170). L'enquête menée par Robin Haarr auprès de 400 femmes dans la région du Khatlon révèle que 58% des femmes déclarent avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles exercées par leur mari et 19,3 % affirment avoir été victimes des deux types de violences. (cf. Robin Haarr, « Wife Abuse in Tajikistan », *Feminist Criminology*, vol. 2, n° 3, 2007, p. 245-270. Les deux auteures constatent l'augmentation des violences domestiques après la chute de l'URSS en raison du contexte de la guerre civile qui a eu pour conséquence une situation économique critique et une instabilité politique.

²⁵ J'ai recours au terme d'« un pays en guerre » afin d'assurer l'anonymat de l'experte en genre.

²⁶ Entretien avec une experte en genre d'une organisation internationale, années 2010.

Après avoir subi dix ans de violences conjugales, cette femme quitte son époux trois mois après son accouchement. Son père lui demande de quitter le pays - ou au moins la région – pour ne pas avoir à supporter, dit-il, le déshonneur qu’un divorce représente pour cette famille appartenant aux classes sociales les plus élevées. Elle profite ainsi de la possibilité offerte par l’organisation internationale de changer de ville et de région au sein du pays. L’activité professionnelle confère ainsi à certaines expertes en genre une ressource majeure pour s’extraire d’une situation de violences et accroît aussi leur autonomie financière, la séparation physique de la famille et de la belle-famille les autorisant en effet à garder pour elles tout ou partie de leur salaire.

En outre, certaines expertes en genre, victimes de violences, mobilisent leurs expériences en tant que femmes victimes de violences pour expliquer leur volonté de travailler en tant qu’experte en genre. Elles affirment en effet être plus compétentes pour partager et comprendre les difficultés rencontrées par les femmes, dans la mesure où elles ont été elles-mêmes victimes de violences. Certaines soutiennent également qu’elles sont d’autant plus aptes à mettre au jour les obstacles sociaux, économiques, juridiques à l’égalité dans leur pays qu’elles ont vécu et/ou vivent ces situations en tant que femmes tadjikistanaises.

III. Résistances au genre et stratégies de légitimation des expertes

Comme dans de nombreux contextes, les expertes en genre doivent faire face, hors des organisations internationales mais aussi en leur sein, à l’indifférence, au mépris ou aux réticences vis à vis de l’élaboration et de la mise en œuvre d’activités visant spécifiquement le genre. D’après mes données, le travail des expertes en genre est notamment déconsidéré par leurs collègues en réaction aux conditions de mise en œuvre des politiques de *gender mainstreaming* au sein des organisations internationales. En lien avec les recommandations issues de la conférence mondiale de Pékin, de nombreuses organisations telles que l’OSCE, l’ONU et leurs agences ont développé des politiques de *gender mainstreaming*. Elles ont voté de nombreuses résolutions - depuis la fin des années 1990 pour l’ONU et le milieu des années 2000 pour l’OSCE - dans le but d’intégrer une perspective genre et des analyses genre à toutes les étapes d’élaboration, de la mise en œuvre à l’évaluation des projets, des politiques et des programmes. Dans les organisations internationales actives au Tadjikistan, la mise en place du *gender mainstreaming* s’est traduite par la prise en compte du genre par les agences et les départements non spécifiquement identifiés comme intervenant sur cette question. Cependant, comme dans d’autres contextes, des résistances se sont exprimées :

« Les projets sur le genre, bon, c’est n’importe quoi... On est obligé de les mettre parce qu’on a la pression des institutions internationales qui ne nous lâchent pas sur ça, mais franchement on s’en fout. Alors on saupoudre du genre partout, c’est comme une tarte à la crème²⁷. »

²⁷ Entretien avec un salarié d’une organisation internationale travaillant sur un projet avec le ministère de l’Agriculture de la République du Tadjikistan, Douchanbe, mai 2010.

Quand il ne s'agit pas de résistance, les salariés déplorent le manque de moyens pour mettre en œuvre le *gender mainstreaming* et le peu d'investissement de la part de nombreux responsables :

« Chaque année on doit faire le *Program on Project Implementation Plan*, PPIP, dans lequel on doit décrire ce qu'on veut faire l'année prochaine. Là-dedans, il y a les questions horizontales. Bon, on n'est jamais content de faire ça parce qu'on est déjà en train de faire nos projets et il faut faire le PPIP pour l'année prochaine. Le *senior management* sait que c'est une demande qui n'est pas populaire. [...] Et donc, pour mettre un peu de sirop dans la potion amère, il nous dit : 'Ne vous inquiétez pas pour tout ce qui est partie horizontale, contexte, si vous faites un copier-coller de l'année dernière, ça ira, concentrez-vous sur le budget détaillé'. [...] Les questions de *gender* c'est là-dedans. L'année dernière dans le PPIP, j'avais proposé de faire des *gender disaggregated statistics* pour faire ressortir les inégalités dans les coopératives agricoles. Mais mon chef a trouvé que c'était trop technique. A la place, on m'a demandé de copier-coller un splendide paragraphe complètement théorique du style *Wikipedia* sur ce que c'est le *gender*, la philosophie de *gender*. [...] Le *gender* à l'OI²⁸, c'est un peu le truc où quand tu parles avec tes collègues, ils disent : 'Franchement, c'est débile, c'est n'importe quoi, c'est la blague, une tarte à la crème'. Le *gender mainstreaming*, il suffit de le dire pour que tout le monde rigole, tout le monde sait que c'est bidon, c'est un peu l'incarnation de l'hypocrisie du côté *processing* de développement et d'implantation des programmes²⁹. »

Elles doivent ainsi faire face à la résistance de beaucoup de salarié.e.s qui y voient une contrainte minime, voire une simple demande d'affichage superficiel. Dans ce contexte, elles construisent des arguments pour justifier l'approche genre auprès de leurs collègues. Ainsi, elles sont nombreuses à avancer des arguments utilitaristes, comme le montre cet entretien avec une experte en genre qui conduit des séminaires dans les programmes à destination du personnel d'une organisation internationale :

« Au départ, ils n'ont pas compris. Mais j'ai mis en place des jeux de rôle et j'ai présenté des expériences au sein d'autres projets. Je prenais un exemple de projet qui a échoué et je leur demandais d'expliquer la cause de cet échec. [...] Le personnel [en charge du programme] est arrivé dans un village, a rencontré les représentants masculins et leur a parlé du projet. Il s'agissait d'un projet de reforestation. Ils se sont mis d'accord et ont commencé la réalisation. Mais le projet a échoué. [...] Il a échoué car les femmes n'étaient pas incluses dans le processus alors qu'elles ont un rôle majeur dans la division du travail. [...] Faire grandir, arroser les plants d'arbres, c'est de la responsabilité des femmes dans les villages. [...] Donc les hommes ne savaient pas le faire correctement. [...] La fois suivante, le personnel [en charge du projet] est venu dans le village et a invité les hommes et les femmes, et leur a expliqué l'objectif du

28OI est l'acronyme d'organisation internationale. Il est utilisé ici pour rendre anonyme l'organisation internationale.

²⁹ Entretien avec un salarié européen d'une organisation internationale, années 2010.

projet. Depuis, le projet marche très bien parce que les femmes sont prises en compte et qu'elles font leur part du travail : elles ont arrosé et se sont occupées des plans. Et les hommes ont fait leur travail. Et le projet a été une réussite³⁰. »

Nombres d'expertes en genre non tadjikistanaises des organisations internationales qui se rendent au Tadjikistan alimentent et soutiennent cette construction utilitariste du genre dont l'objectif est de garantir l'efficacité de la mise en œuvre des programmes. On peut le voir dans cet extrait de l'intervention d'une « experte en genre » de l'OSCE lors de la journée de présentation du Plan d'action national sur la mise en place d'une politique genre au Tadjikistan, qui a eu lieu à Douchanbe en avril 2011 :

« Qu'est-ce que signifie la participation des femmes en politique ? Pourquoi est-ce si important ? C'est une question d'égalité des droits et c'est aussi un enjeu de justice sociale. Nous l'entendons comme un enjeu démocratique, comme une représentation des besoins, des intérêts et des priorités divers et spécifiques pour les hommes et aussi des femmes. Et nous pouvons aussi l'entendre comme l'argument utilitariste. C'est de la gouvernance efficace. Nous prenons en compte et utilisons les capacités, les ressources, les talents, les compétences des femmes, aussi bien que ceux des hommes. »

A partir de ces usages et de ces définitions, se dessine en creux la production d'un « genre » qui se réfère, dans de nombreux cas, à la complémentarité de sexe. Ainsi la prise en compte des « caractéristiques et des besoins spécifiques des femmes » par les organisations internationales peuvent contribuer à reproduire, voire renforcer, des inégalités de sexe. Par exemple dans le cadre d'une réunion sur la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies, plusieurs salariées d'organisations internationales dont certaines expertes en genre, affirment que les femmes sont moins corrompues que les hommes pour différentes raisons. Cette affirmation est notamment alimentée par des arguments essentialistes (en tant que mères, elles sont davantage « pures », les femmes prennent moins de risques). L'intégration des femmes dans la police et notamment au contrôle des frontières est décrite comme une politique d'égalité entre les hommes et les femmes mais aussi comme une solution à la réduction de la corruption. Cependant d'autres expertes en genre soulignent qu'il s'agit d'emplois peu rémunérés, que les conditions de vie dans les postes frontières sont extrêmement difficiles, que c'est un métier à haut risque et que cela ne constituerait pas une avancée pour les femmes. Cet exemple montre que dans ce contexte les arguments utilitaristes sont dans la pratique justifiés par des représentations essentialisantes et que des arguments pour la défense des droits des femmes sont avancés contre des arguments présentés comme égalitaires.

En dehors mais aussi au sein des organisations internationales³¹, les expertes affrontent l'argument selon lequel le genre serait un élément étranger à la culture tadjike, voire une influence occidentale qui participe de la destruction de la société. Cet argument de l'étrangeté du « genre » et/ou du « féminisme » est largement documenté depuis les années 1980, comme

³⁰ Entretien avec une experte en genre tadjikistanaise, employée pour un projet de courte durée par une organisation internationale, années 2010.

³¹ Lucia Direnberger « 'En tant que femme musulmane' ... », *art. cit.*

le montrent Jayawardena en Inde³², Rouze au Pakistan³³, Fassin en France³⁴. Afin de contrer cet argument, les expertes en genre déploient des stratégies pour donner un ancrage local au « genre ». Tout d'abord, elles font appel à la religion et/ou à la culture. En effet, des documents de sensibilisation sont produits, qui portent sur la planification des naissances, sur la responsabilité du père, sur la protection au HIV à partir d'interprétations du Coran. La collaboration étroite des représentants religieux intervient dans le cadre de programmes de prévention de la violence domestique³⁵. Ainsi certains d'entre eux sont salariés d'ONG, d'autres sont invités à des ateliers de formation à la prévention des violences domestiques. Une « experte en genre » tadjikistanaise de l'OSCE affirme que la référence à l'islam permet de toucher davantage de personnes concernant l'amélioration des conditions des femmes et peut conduire à un changement de pratiques :

« Les centres de ressources pour les femmes impliquent les représentants religieux pour parler de la répudiation aux maris, aux hommes, pour dire que ce n'est pas une solution. Par exemple, l'islam ne dit pas qu'on peut divorcer juste en disant 'taloq, taloq, taloq', ce n'est pas vrai. Donc on doit parler de ça. [...] Quand les salariées des centres de ressources pour les femmes présentent les activités du projet sur la prévention des violences domestiques, elles disent que certains mollahs comprennent totalement et ils donnent en ce sens une interprétation du Coran, des hadiths. C'[la violence domestique] est interdit dans l'islam. Aux parents qui n'interdisent pas mais sont indifférents à l'éducation des filles, les mollahs disent : 'le Coran dit que l'éducation des filles est nécessaire et qu'elle est même plus importante que celle des garçons'. Dans beaucoup de cas, les parents changent d'avis. Et dans ce contexte, les centres de ressources pour les femmes permettent que les filles continuent leurs études, au moins jusqu'à la fin du lycée. Après à l'université, ça dépend. »

De leur côté, les expertes en genre de l'ONU développent également un argumentaire autour du Coran et des collaborations avec des représentants religieux et l'Université islamique A'zam pour produire des documents comme un livret diffusé par le Conseil des oulémas de la République du Tadjikistan à l'initiative des expertes en genre tadjikistanaises d'ONU Femmes. Publié en 2000, ce livret intitulé *Mas'uliyati mard dar buniyodi binoi oila az nigohi islom. Mavod baroi imomkhatibboni masjidhoi Tojikiston* [Responsabilités de l'homme dans les fondements de la famille du point de vue de l'islam. Outil pour les *imomkhatib* des mosquées du Tadjikistan] soutient que la domination des femmes est liée au contexte culturel, social et économique et que l'islam ne la tolère pas. Cette interprétation de l'islam dénonce le mariage forcé, le divorce par message SMS et soutient la scolarisation des filles :

³² Kumari Jayawardena, *Feminism and Nationalism in the Third World*, Avon, Bath Press, 1986.

³³ Shahnaz Rouse, *Shifting Body Politics: Gender Nation State in Pakistan*, New Delhi, Kali for Women, 2004.

³⁴ Lucie Bargel, Eric Fassin, Stéphane Latté, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés & Représentations*, n° 24, 2007, p. 59-77.

³⁵ Lucia Drenberger, « Genre, religion et nation au sein des associations de prévention de la violence domestique au Tadjikistan », *Sociétés contemporaines*, n°94, 2014, p. 69-92.

« Dans notre société dirigée par les aînés, les filles sont fiancées à 17 ans. Mais ils [les pères qui organisent le mariage de leurs filles avant l'âge de 18 ans] oublient un point important, c'est que le mariage demande des responsabilités et qu'ils [les jeunes] doivent aussi avoir une vie indépendante³⁶. »

Dans cette interprétation, les jeunes doivent être responsables et éduqués pour fonder une famille, l'épanouissement personnel étant une étape nécessaire pour la stabilité et le bonheur du foyer. Des figures de femmes pieuses et actives dans la société musulmane sont données en exemple pour soutenir le rôle des femmes dans la société :

« Dans la famille, la femme et l'homme sont égaux en droit. Depuis le début de l'islam, les femmes étaient très actives dans la société. Elles ont participé aux guerres, elles ont soigné les blessés, elles ont étudié et enseigné. La meilleure d'entre elles était Aïcha, fille d'Abubakr et épouse du prophète³⁷. »

Cet argumentaire autour de l'islam peut également être mobilisé dans la lutte contre les violences. Ainsi le slogan de la campagne d'ONU Femmes, créé par une experte en genre tadjikistanaise pour les « 16 jours contre les violences » de 2015, affirme « le respect des femmes, c'est notre culture ». L'objectif pour cette experte en genre est « de montrer que les jeunes femmes et les jeunes hommes peuvent être fiers de leur culture ». Pour elle, la culture tadjike porte beaucoup de respect aux femmes et les femmes ont une place très importante dans la société tadjike. Elle soutient ainsi que les jeunes doivent prendre conscience de l'importance de leur culture et de la place accordée aux femmes en son sein.

De nombreuses expertes en genre justifient également « le genre » en produisant un travail de disqualification du « féminisme », présenté comme une pratique et une théorie strictement « occidentales ». Elles sont nombreuses à expliquer leur positionnement contre « le féminisme », qu'elles décrivent comme une guerre entre les femmes et les hommes ou comme un mouvement qui serait trop « violent » ou « extrême » pour la société tadjike. Elles insistent ainsi sur la nécessité de transformer les mentalités de manière progressive, contrairement à ce que représenterait le féminisme. Certaines soulignent l'importance du rôle de « mère » dans la société, ce que nierait le « féminisme ». Elles notent aussi la nécessité de travailler avec des hommes et de traiter des inégalités entre les femmes et les hommes auprès d'un public mixte, ce que ne permettrait pas le « féminisme ». En cela, elles affirment une position partagée également par les « expertes en genre » non tadjikistanaises, comme dans cet entretien avec une « experte en genre » européenne en poste pendant plusieurs années dans une organisation internationale au Tadjikistan :

« Un jour on était dans un cours [formation 'genre' par une ONG fin des années 1990 en Italie], et ça m'a beaucoup choquée. Mais c'est quelque chose que j'ai entendu aussi ici [en France]. J'étais dans un cours, il y a la porte qui s'ouvre, il y a des garçons qui

³⁶Akademiai Mukalima, « Responsabilités de l'homme dans les fondements de la famille du point de vue de l'islam. Outil pour les imomkhatib des mosquées du Tadjikistan », Douchanbe, 2000, p. 11.

³⁷*Ibid.*

se sont trompés [de porte]. Elles [ses camarades] se sont tellement énervées que des hommes entrent, j'étais hallucinée de cette réaction. Moi j'ai quatre frères, mon père est mort. J'ai trouvé hallucinant cette aversion contre les hommes. C'est ridicule pour moi, je ne comprenais pas. Ce n'est pas la façon pour avancer. Je me souviens que j'étais complètement déconnectée de leurs arguments car pour moi la progression des droits des femmes, tu ne peux pas la faire sans les hommes. Tu as besoin d'eux, c'est tout. Tu dois faire avec eux. Et moi, je n'avais pas cette culture de féminisme et j'ai tout de suite trouvé qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas et je n'étais pas d'accord avec elles. Je crois qu'on est deux ou trois à avoir travaillé avec des organisations internationales. Le reste, elles sont restées *dans une ville italienne* en tant que militantes féministes italiennes³⁸. »

Les expertes en genre tadjikistanaises soutiennent particulièrement les campagnes qui montrent et encouragent la participation des hommes à la mise en œuvre des programmes genre, comme la campagne *He for She* de l'ONU. Dans le cadre de cette campagne, une experte en genre pakistanaise a notamment mis en place une collaboration avec un club de taïkwando qui entraîne des filles, afin de montrer que les hommes peuvent utiliser leur force pour soutenir l'égalité femmes-hommes.

IV. Tenir malgré les inégalités, la précarité et le renforcement autoritaire du régime

Les expertes en genre tadjikistanaises subissent un certain nombre de violences à l'intérieur des organisations internationales et elles sont plusieurs à faire part de formes d'harcèlement sexuel de la part de leurs collègues masculins. Dans certains cas, elles sont même exclues, licenciées ou écartées de l'organisation internationale par les auteurs de violence, mais elles ne le dénoncent le plus souvent pas, par peur de représailles ou craignant de ne plus être recrutée à l'avenir. Les expertes en genre sont particulièrement touchées par la baisse des financements internationaux pour les programmes « genre » à partir de la fin des années 2000. En effet, après dix ans de développement et de « renforcement de leurs capacités », elles constatent une réduction de la demande de rapports et de programmes sur le genre et/ou les femmes. Faute de financements, quelques-unes cessent leurs activités au sein des ONG et elles ne retrouvent que très difficilement du travail. Cette diminution des ressources matérielles et la peur de l'absence de revenu entraîne davantage de compétition entre ces expertes qui rapportent de nombreuses tensions rendant les collaborations difficiles, voire impossibles.

De plus, il existe des inégalités importantes entre les expertes en genre internationales et nationales. Pour celles qui travaillent au sein des organisations internationales, les contrats des expertes en genre nationales peuvent être reconduits mais ne le sont pas de manière systématique. Dans le cas d'un non-renouvellement, les possibilités sont beaucoup plus réduites que pour les expertes en genre internationales, qui peuvent multiplier leurs candidatures à l'étranger. Elles parviennent très difficilement à obtenir les postes les plus élevés, ces derniers étant majoritairement réservés à des expertes en genre non tadjikistanaises. Contrairement aux

³⁸ Entretien avec une experte en genre européenne, années 2010.

expertes en genre internationales, les expertes en genre nationales sont recrutées sur la base d'un salaire dit local. Selon les données dont je dispose, ces salaires atteignent respectivement un maximum de 8800 dollars³⁹ et de 2200 dollars⁴⁰. De la même manière, les expertes internationales recrutées pour la réalisation d'un rapport, d'un atelier de formation, d'un soutien à la mise en place d'un programme sur le genre et/ou les femmes sont moins rémunérées (jusqu'à 900 dollars/jour d'après les données qui me sont accessibles) que les expertes nationales (100 dollars/jour). Si ce salaire reste bien plus élevé que celui des femmes salariées des associations de femmes (environ 20 dollars/mois), l'espace professionnel de l'expertise genre est traversé par des inégalités fortes, que les femmes sont nombreuses à dénoncer dans des échanges informels.

Enfin, les expertes en genre font face à des résistances de plus en plus fortes de la part de l'Etat. Muborak Sharipova, qui a mené la première enquête sur les violences faites aux femmes, financée par l'OMS à la fin des années 1990, fait le constat suivant :

« A cette période, le gouvernement n'avait pas de contrôle sur la situation dans toutes les régions du pays et c'était un bon moment pour porter un tel projet. Et aussi pendant les discussions préliminaires sur le projet, on s'est mis d'accord pour présenter ce projet comme un projet sur les thématiques de santé, étant donné que les violences faites aux femmes étaient un sujet sensible pour le pouvoir politique en place dans le pays⁴¹. »

A cette époque-là, elles développent déjà des stratégies pour faire accepter des programmes sur les violences faites aux femmes et soutiennent que leurs activités bénéficient du contrôle limité du gouvernement sur le territoire. Elles tirent également des avantages de l'introduction du terme « genre » qui n'est pas encore défini par les acteurs étatiques :

« Je vais vous raconter une bonne blague qui date du moment où l'on commençait nos activités. C'était en 1997-1998. C'était une très grande conférence sur les questions de genre à l'Université nationale. [...] Tout le monde était assis et attendait l'ouverture de la conférence par le président [de l'université]. Et il ne commençait pas. On le regardait. Il regardait autour. Et finalement je suis allée le voir et je lui ai dit : 'Mais pourquoi vous ne commencez pas ?'. Et il a dit : 'J'attends Monsieur *gender*' [rires]. »⁴²

Pendant plusieurs années, elles mettent en place des cours sur le genre dans les universités et interviennent dans plusieurs établissements académiques pour des séminaires. Si leurs activités se développent dans les années 2000, les revendications qu'elles portent n'ont pas toujours abouti ou pas de la manière dont elles le revendiquaient. Une très grande partie des expertes en genre s'est mobilisée à partir des années 2005-2006 afin de proposer une réforme législative pour faire reconnaître et pour lutter contre les violences faites aux femmes. Elles participent avec les structures étatiques et les organisations internationale du « National

³⁹ Cette experte internationale n'occupe pas le poste le plus élevé parmi les expertes internationales.

⁴⁰ Cette experte possède le poste le plus élevé parmi les expertes nationales rencontrées.

⁴¹ Entretien avec Muborak Sharipova.

⁴² Entretien avec Zouhra Halimova, novembre 2015, Douchanbe.

Report of the Status of the Implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women in the Republic of Tajikistan » réalisé en 2005 et elles rédigent le premier *shadow report* de la CEDEF en 2006. Elles se mobilisent pour faire appliquer les recommandations et, pendant plusieurs années, elles font des actions de lobbying auprès du parlement pour faire ratifier un projet de loi qu'elles ont rédigé avec le soutien des organisations internationales. Des membres d'ONG de Douchanbe et d'autres régions les rejoignent dans cette revendication. Pourtant elles échouent à faire voter ce projet de loi. En 2012, une organisation internationale fait des actions de lobbying pour faire passer une loi sur « la prévention de la violence politique ». Ces actions sont menées par des intermédiaires tadjikistanais qui ne sont pas expert.e.s en genre ni ne manifestent aucun intérêt pour le sujet ni expérience dans le domaine, mais qui sont recrutés pour leurs connaissances des réseaux et des pratiques politiques au sein d'un parlement de plus en plus contrôlé par le gouvernement, à une époque où seulement deux députés représentaient l'opposition. Un des arguments principaux avancés par les intermédiaires auprès des parlementaires est qu'il faut satisfaire une partie des attentes des organisations internationales qui viennent de réaliser plusieurs rapports extrêmement négatifs sur la condition des prisonniers et la pratique de la torture ainsi que sur le travail des enfants au Tadjikistan. Des pratiques de corruption impliquant des intermédiaires auprès des parlementaires sont également rapportées. Les expertes en genre sont exclues de ces « négociations » et la loi sur « la prévention de la violence domestique » est votée au parlement puis ratifiée par le président le 13 mars 2013.

Des expertes en genre engagées dans le mouvement des années 2006-2007 sont extrêmement critiques par rapport à cette loi⁴³. Premièrement, elles dénoncent la marginalisation des associations de femmes – et du travail qu'elles ont réalisé - dans l'écriture du projet de loi, dans le travail de négociation avec le parlement pour le faire voter la loi et dans la présentation de la loi. Elles affirment que, sans la mobilisation des associations de femmes, aucun travail d'informations et de changements de pratique ne peut être assuré dans les institutions étatiques locales. Deuxièmement, elles critiquent l'approche choisie pour lutter contre les violences faites aux femmes. Troisièmement, elles dénoncent aussi l'absence de ressources matérielles pour la mise en place de cette loi. Elles affirment que des formations sont nécessaires pour les juges, les policiers, le personnel de santé, les travailleurs sociaux afin que la loi soit appliquée et qu'elle ne reste pas sans effet.

Depuis plusieurs années, les conditions de leurs interactions avec les structures étatiques se dégradent. Une experte en genre, professeure à l'université, décrit cette situation :

« Mon cours sur *le genre* à l'Université a disparu des plaquettes de l'année prochaine sans qu'on me prévienne alors que j'étais en train de développer des partenariats avec une *organisation internationale* sur les droits humains. J'étais vraiment très en colère. Je suis allée voir le directeur du département qui m'a dit : 'qu'est-ce que c'est le genre ? Pourquoi vous faites ça ? Vous voulez détruire la société ? etc.' Ils ne supportent pas

⁴³Entretiens avec des expertes en genre, années 2010.

ce sujet. Je ne sais pas du tout ce que je vais faire pour l'année prochaine. J'en ai vraiment assez de me battre contre ces gens qui ne comprennent rien⁴⁴. »

Les expertes en genre font désormais face à des obstacles de plus en plus importants pour trouver une place dans les négociations entre l'Etat et les organisations internationales, qui continuent par ailleurs de travailler de manière très étroite sur les questions de « sécurité internationale ». Lors de la préparation du rapport de mi-parcours soumis à la CEDEF par la République du Tadjikistan en août 2015, elles ne sont pas consultées par les structures étatiques pour la préparation de ce document contrairement aux sessions précédentes.

Pour conclure, l'analyse des trajectoires des expertes en genre permet de mettre au jour les logiques de reconversion professionnelle à l'œuvre après la chute de l'URSS. Ces logiques sont notamment marquées par la présence des organisations internationales qui, dès la fin des années 1990, financent massivement les programmes genre. Mais elles sont aussi structurées par les logiques de pouvoir du régime politique qui se met en place à partir du milieu des années 1990. Ce chapitre révèle aussi les positions complexes et ambivalentes des expertes en genre tadjikistanaises à de nombreux niveaux. Elles développent des stratégies pour construire une continuité entre ces deux espaces, en affirmant une continuité entre des revendications et en cherchant à ancrer localement le genre. On observe ainsi des positions contradictoires sur les discours qui articulent genre et islam au sein de l'expertise genre. D'un côté, un discours construit la « culture », la religion, les « traditions » comme facteurs principaux de l'oppression des femmes. De l'autre, la « culture », la religion, les « traditions » deviennent une ressource pour les droits des femmes. Le premier discours est majoritairement porté par des expertes en genre internationales et quelques expertes en genre nationales. Le second discours est strictement porté par des expertes en genre tadjikistanaises. Ces discours sont à replacer dans les hiérarchies professionnelles à l'œuvre dans l'expertise genre, qui repose sur les inégalités en terme de salaire et de mobilité professionnelle entre les étrangères et les Tadjikistanaises. Enfin, elles sont de plus en plus fragilisées dans leurs activités en raison du durcissement du régime. Elles font face à une résistance de plus en plus importante de la part du gouvernement qui continue néanmoins de ratifier des programmes tels que le Plan stratégique national pour le renforcement du rôle des femmes (2011-2020) ratifié en 2010.

⁴⁴Entretien avec une experte en genre, enseignante à l'université, années 2010.